



Vaccination, oui

Non à une société du contrôle permanent

Le gouvernement dans la précipitation a déposé sur le bureau de l'assemblée son nouveau "projet de loi sanitaire" après l'intervention télévisuelle d'E. Macron du 12 juillet 2021.

Le moins que l'on puisse dire c'est que les mesures annoncées ont du mal à convaincre largement. Comme le rappellent les organisations syndicales des personnels de Santé : "après avoir été les héros et les héroïnes" au début de la pandémie, contraints pour certains de travailler même malades lors du premier confinement, aujourd'hui "nous serions des irresponsables mettant en danger la population" car nous serions réfractaires à la vaccination ! Alors que chacun sait que la proportion de vacciné-e-s chez les personnels soignants et qui interviennent auprès des personnes fragiles est bien supérieure à celle de l'ensemble de la population.

La vaccination oui, mais la contrainte n'est pas la solution !

Mais E. Macron n'est jamais responsable de rien. Il a toujours besoin de désigner un bouc émissaire pour faire passer sa politique antipopulaire au service des monopoles et pour diviser.

Les vaccins sont une réponse sur le plan sanitaire pour limiter la progression du coronavirus et de ses variants et empêcher que les malades atteints ne développent une forme grave du Covid pouvant entraîner leur décès. Au Brésil, au Pérou... ou en Afrique les populations manifestent pour réclamer des vaccins et être vaccinées.

Tout vaccin, comme tout médicament, peut présenter des risques. Mais la réalité de cette pandémie est indiscutable et jusqu'à maintenant seul le principe vaccinal a pu endiguer la propagation d'un virus à l'échelle de la planète.

Très rapidement avec l'apparition du virus, des masses d'argent public ont été mises sur la table pour permettre aux monopoles pharmaceutiques de mettre au point en des temps record des vaccins. Vu aussi la nécessité de conjurer cette pandémie, qui n'a que trop duré, les brevets doivent être versés dans le domaine public. Mais "business is business" pour ces monopoles, même quand il y va de la santé publique !

Avec le personnel soignant, ce sont aussi les "non vaccinés" qui sont pointés du doigt. Pour les contraindre à le faire, E. Macron a décidé de ne plus rembourser les tests PCR. Ces mesures ont déclenché une contestation disparate, où la réaction est bien présente, allant jusqu'à incendier des centres de vaccination dans les Pyrénées-Atlantiques et en Isère. Elle surfe sur des peurs mais aussi sur une colère contre l'imposition du vaccin.

Comme pour les brevets, les tests doivent tomber dans le domaine public et pas plus que les vaccins ils ne doivent venir grever le budget de la sécurité sociale. Les monopoles qui les fabriquent n'ont pas à faire de profit ni sur leur production ni sur leur vente.

Contrairement à ce qu'a dit G. Attal le porte-parole du gouvernement en essayant de flatter la France "laborieuse et volontariste qui veut mettre le virus derrière elle et travailler", en l'opposant à une soi-disant "frange capricieuse et défaitiste", cette population laborieuse, comme l'ensemble de la population, veut aussi souffler. Le "quoi qu'il en coûte" pour les travailleurs n'a que trop duré, avec des conditions de travail qui se dégradent (sous prétexte du Covid), des effectifs toujours moins nombreux et des salaires toujours de plus en plus bas.

Dans l'arsenal des nouvelles mesures d'E. Macron, il y a aussi la généralisation du "pass-sanitaire" (jusque et y compris pour se rendre dans une bibliothèque) dont l'application va de toute façon être sujette à des interprétations et des contestations récurrentes et dont l'efficacité sera, de fait, toute relative. Mais il en restera cette idée et cette possibilité de contrôle permanent de la population ou en tout cas d'une partie d'entre elle. Qui vont venir se rajouter à celles contenues encore dans la loi "sécurité liberté" et à l'arsenal des mesures "antiterroristes" qui sont passées dans la loi.

Vaccination oui, Obligation Non !

Tests PCR gratuits ! C'est aux monopoles pharmaceutiques de payer !

Contrôle généralisé et systématique de la population, Non !

Parti Communiste des Ouvriers de France

Paris, le 19 juillet 2021